

## Mesurer l'impact économique local d'un projet



**Uniterres**

**Programme d'ANDES**, réseau national des épiceries solidaires créé en 2012

**Territoire** : Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Bretagne, Pays de la Loire

**Ambition** : Approvisionner des épiceries solidaires du réseau ANDES en fruits et légumes frais à partir de structures agricoles locales fragiles financièrement.

**Mission** : Sécuriser la situation financière des agriculteurs et améliorer la qualité de l'alimentation des populations bénéficiaires de l'aide alimentaire.

**Pourquoi et comment évaluer l'utilité sociale d'une activité qui veut répondre à un défi social, sociétal ou environnemental ? Comment mesurer ce à quoi elle a contribué, son impact ? Qu'est-ce que peut apporter une telle démarche pour les parties prenantes ? Comment valoriser les résultats ?**

De nombreuses méthodologies et outils d'évaluation existent, mais ils ne répondent pas tous aux mêmes objectifs. Le choix se fait notamment en fonction des enjeux et des moyens à disposition. Chaque démarche nécessitera des adaptations.

Afin d'illustrer la pluralité de ces approches et valoriser les résultats de démarches d'évaluation, l'Avise, en partenariat avec la Caisse des Dépôts, la Délégation interministérielle à l'ESS et le Fonds social européen, publie plusieurs études de cas d'évaluation de l'impact qui viennent enrichir un dossier dédié à l'impact social.

Dossier et études de cas en ligne sur [www.avise.org](http://www.avise.org)

### La démarche d'évaluation d'impact d'Uniterres

#### CONTEXTE

En 2014, le programme UNITERRES a entrepris une démarche d'évaluation de son impact économique local. L'enjeu de cette étude était de convaincre les financeurs de l'intérêt du programme pour l'économie locale en démontrant que le financement initial d'UNITERRES engendrerait un gain économique pour la région.

#### QUESTION ÉVALUATIVE

Quel est l'impact économique local du programme UNITERRES par rapport au modèle classique d'approvisionnement des épiceries solidaires ?

#### DURÉE ET PÉRIODE

Avril à juin 2014

#### MÉTHODE D'ÉVALUATION EMPLOYÉE

La méthode choisie pour cette étude est la méthode LM3 qui étudie les flux monétaires induits du programme UNITERRES. Cette méthode permet de calculer le gain économique local obtenu par la mise en place d'un approvisionnement en circuit court.

#### PRINCIPAUX IMPACTS

L'étude a mis en évidence que pour 1€ investi dans le programme UNITERRES, 1,68€ bénéficiait à l'économie locale régionale contre 1,30€ pour le programme classique d'approvisionnement ANDES. Ce résultat est une première base de travail pour la suite de l'évaluation de l'impact social d'UNITERRES.

## PRÉSENTATION

### À quelle problématique sociale répond Uniterres ?

En dépit des aides publiques, les agriculteurs font face à des situations financières fragiles. En 2015, un agriculteur sur 3 gagnait tout juste 350 € par mois.\* Les débouchés commerciaux classiques ne suffisent pas à garantir un revenu décent aux agriculteurs et la charge de travail rend la situation des agriculteurs extrêmement précaire et difficilement supportable, d'où un nombre important de suicides dans ce secteur.

Dans le même temps, une partie de la population n'a pas les moyens d'accéder à une alimentation bio, locale, de qualité, à cause du coût élevé de ces denrées. Or les produits de l'aide alimentaire traditionnelle qui leur sont proposés, sont d'un choix limité et éloignés des productions agricoles locales.

UNITERRES vient faire de ces deux problématiques une force ; en permettant aux agriculteurs locaux d'alimenter les épiceries solidaires en produits frais, lesquels profiteront à une population précaire.

\*Source : Mutualité sociale agricole (MSA)



« À ce jour, le programme concerne 83 épiceries solidaires, 208 agriculteurs et permet d'approvisionner 30 000 personnes par an en fruits et légumes. »

**Véronique Blanchot, Responsable du programme UNITERRES**

### UNITERRES : UN PROGRAMME D'ANDES

L'association ANDES est un des principaux réseaux d'aide alimentaire français. Elle agit pour l'accès à une alimentation de qualité pour tous et pour une insertion durable des travailleurs éloignés de l'emploi. L'association soutient depuis l'an 2000 le développement des épiceries solidaires. Elle en regroupe aujourd'hui 335.

#### Zoom sur les épiceries solidaires

Les épiceries solidaires proposent en libre-service des produits de consommation courante à un prix ne dépassant pas 30% de leur prix usuel, à destination de populations en situation de précarité.

Apparues dans les années 1990, les épiceries solidaires et sociales se sont développées sous l'impulsion des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) ou à l'initiative de collectifs d'associations et d'initiatives citoyennes. Aujourd'hui, il en existe environ 800 en France.

Dans une logique de droit commun, les épiceries solidaires travaillent avec d'autres structures d'aide sociale (CCAS, CPAM, conseils départementaux, centres hospitaliers, associations diverses...) afin d'orienter ses bénéficiaires vers des services appropriés à leur besoins.

ANDES a lancé en 2012 le programme UNITERRES : un nouveau circuit d'approvisionnement des épiceries solidaires en fruits et légumes de qualité à partir de la production locale d'agriculteurs en difficulté financière au départ.

L'approvisionnement des épiceries auprès des agriculteurs fonctionne en système de précommande des produits au début de chaque saison, afin de garantir un revenu stable des agriculteurs et de pérenniser leur activité. UNITERRES accompagne les agriculteurs pendant 3 ans en moyenne. Les revenus du programme leurs permettent de stabiliser leur production, d'envisager des investissements et de dégager du temps pour développer de nouveaux débouchés. Le programme est aujourd'hui déployé sur les régions de la Nouvelle Aquitaine, Occitanie, Bretagne et Pays de la Loire.

# DÉMARCHE D'ÉVALUATION

## CONTEXTE ET ENJEUX

Cette démarche d'évaluation se produit dans un contexte de besoin de pérennisation du financement du programme Uniterres. Son fonctionnement repose sur d'importantes subventions, jusqu'ici apportées par les collectivités et des fondations.

Afin de démontrer l'efficacité du programme auprès des financeurs, UNITERRES a souhaité se concentrer sur la valeur monétaire locale créée.

Pour ce faire, le programme s'est appuyé sur la méthode « Local Multiplier 3 » LM3, qui permet de mesurer l'impact économique local d'un projet.

Pour mener cette étude, UNITERRES a été mis en lien, par l'intermédiaire de la fondation Daniel & Nina Carasso, avec (IM)PROVE\* qui réalise des évaluations d'impact social auprès d'entrepreneurs sociaux.

Cette étude est également venue compléter les recherches sur l'impact social des épiceries solidaires menées par l'INRA dans le cadre de son programme de recherche-action ECOALES (Empowerment, Comportements Alimentaires et Economie Solidaire).

## OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

L'étude LM3 veut vérifier l'hypothèse selon laquelle ce nouveau circuit de distribution du programme UNITERRES favoriserait la circulation de monnaie au niveau local et par conséquent un développement économique plus important à cette échelle.

Il s'agit en pratique de mesurer la valeur locale créée par le programme UNITERRES et de la comparer à celle générée par le programme « classique » des épiceries solidaires du réseau ANDES.

## PÉRIMÈTRE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation cherche à répondre à la question suivante : Quel est l'impact économique local du programme UNITERRES par rapport au modèle classique d'approvisionnement des épiceries solidaires ?

L'étude se base sur un échantillon de 11 épiceries adhérentes au programme UNITERRES dans les régions Poitou-Charentes et Aquitaine.

En raison du faible nombre d'épiceries non adhérentes au programme dans ces régions, les données étudiées de ces épiceries en 2011 (alors qu'elles n'étaient pas adhérentes au programme UNITERRES) constitueront le groupe témoin ANDES et les données en 2013 ceux d'UNITERRES. Le « local » est défini comme étant le niveau régional (Poitou-Charentes et Aquitaine).

## ORGANISATION

L'évaluation a été réalisée par trois évaluateurs de (IM)PROVE. Véronique Blanchot, responsable du programme UNITERRES et commanditaire de l'étude, était la référente.

En parallèle, UNITERRES a été accompagné par une équipe de chercheurs dans le cadre d'un projet de recherche-action ECOALES financé par le Fonds français pour l'alimentation et la santé. Deux chercheuses de l'INRA ont été mobilisées pour l'étude : une nutritionniste et épidémiologiste (UMR Nort, Marseille), et une sociologue (UMR Innovation, Montpellier), qui a mené les travaux sur la région Midi Pyrénées.

Elles ont analysé les effets du programme et ont porté un regard sur l'étude LM3. Ce regard extérieur a permis d'évoquer les limites de l'étude.

\*(IM)PROVE était dénommée Planète d'entrepreneurs au moment de l'étude [www.im-prove.fr](http://www.im-prove.fr)

# DÉMARCHE D'ÉVALUATION

## PRINCIPES METHODOLOGIQUES

La démarche d'évaluation s'est appuyée sur la méthode d'évaluation LM3 pour mesurer l'impact économique local d'UNITERRES.

Dans le cadre du programme UNITERRES, le point de départ de comparaison de l'étude était l'argent investi par les institutions régionales dans le programme ANDES puis le programme UNITERRES.

### Méthode « Local Multiplier 3 » (LM3)

La méthode LM3 permet de cerner dans quelle mesure un projet améliore l'économie locale. Elle a été développée par la NEF (New Economics Foundation). Cette institution anglaise est un think-tank indépendant qui promeut des solutions innovantes pour une économie au service de l'Homme.

Le travail de calcul du LM3 consiste à suivre le cours de l'argent investi au départ, sur trois niveaux, en détaillant à chaque étape la part réinvestie au niveau local et celle sortant de la région. Seule la partie réinvestie localement est analysée au niveau suivant.

Les flux de dépenses locales à chaque niveau sont sommés et rapportés à l'investissement initial pour en déduire le «rapport LM3» ou «score LM3».

Ce score est donc par définition compris entre 1 et 3. Il indique le revenu total généré pour l'économie locale. Un «score LM3» de 2,35 indique que, pour 1€ investi dans l'organisation (ici UNITERRES), 2,35€ sont générés pour l'économie locale.

## PRINCIPALES ÉTAPES

La démarche d'évaluation s'est déroulée en 5 étapes.

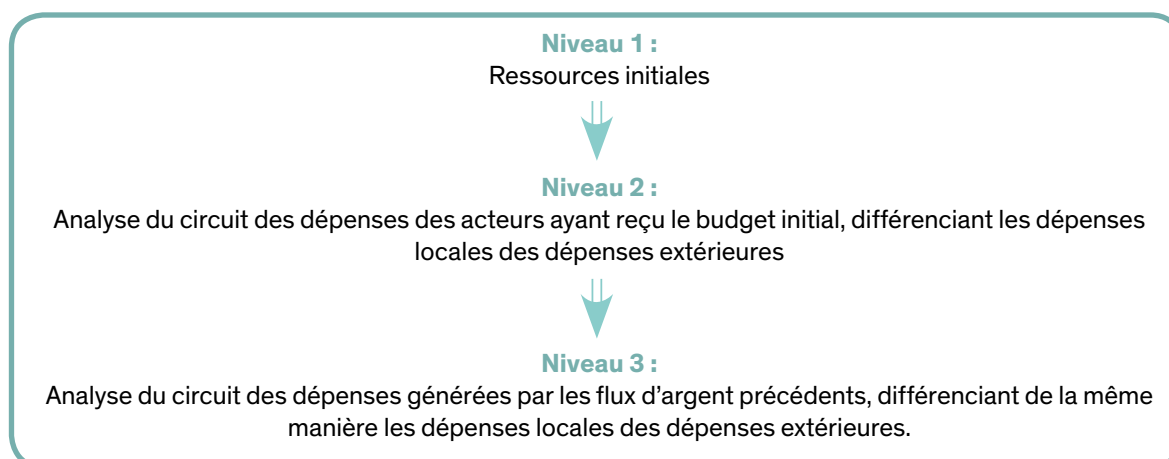


## DÉMARCHE D'ÉVALUATION

### ÉTAPE 1 : Définition du paramètre de l'étude

Premièrement, il convient de délimiter la portée de l'analyse de la circulation de la monnaie. La NEF recommande de s'arrêter au Niveau 3, jugeant que 85% des flux monétaires locaux sont déjà analysés.

(IM)PROVE s'est basée sur ces recommandations :



### ÉTAPE 2 : Evaluation du caractère local des dépenses

**Il faut choisir une méthode pour déterminer si une dépense est locale ou non afin de n'étudier que la partie locale réinvestie au niveau suivant.**

(IM)PROVE a identifié 4 méthodes et a sélectionné la méthode plébiscitée par la NEF qui est basée sur l'adresse principale du fournisseur. Cette méthode est simple mais nécessite un travail de recherche puisque les salariés ne connaissent pas le siège social de leurs fournisseurs.

De plus, cette méthode sous-estime l'impact local des grands groupes, c'est pourquoi une étude approfondie des politiques d'achats des grands groupes a été faite pour estimer leur impact local.



Source : [www.andes-france.com](http://www.andes-france.com)



# DÉMARCHE D'ÉVALUATION

## ÉTAPE 3 : Collecte et analyse des données d'Uniterres

On étudie à chaque niveau, le circuit de l'argent attribué au départ, en détaillant la part réinvestie au niveau local et celle sortant de la région.

### ► Exemple : Données du programme Uniterres en région Aquitaine

Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3		
Poste de dépenses		Poste de dépenses	Montant total en €	Part de local	Poste de dépenses	Montant total en €	Part de local
Budget d'approvisionnement Uniterres		<b>Logistique</b>	<b>35 676 €</b>	<b>0 %</b>	<b>Dépenses des salariés d'Uniterres</b>	<b>13 256 €</b>	<b>33 %</b>
		Location de véhicule		0 %			
		Carburant		0 %	<b>Dépenses des agriculteurs d'Uniterres</b>	<b>36 400 €</b>	<b>57 %</b>
		Péage		0 %			
		<b>Personnel</b>	<b>52 368 €</b>	<b>26 %</b>			
		Salaires coordination programme et salaires liés à l'approvisionnement		49 %			
		Charges sociales et cotisations patronales		0 %			
		<b>Achat des fruits &amp; légumes</b>	<b>36 400 €</b>	<b>100 %</b>			
		Agriculteurs					
<b>TOTAL</b>	<b>124 444 €</b>	<b>Total des dépenses</b>	<b>124 444 €</b>		<b>Total des dépenses</b>	<b>49 656 €</b>	
		<b>dont part de local (en €)</b>	<b>50 237 € soit 40% du total</b>		<b>dont part de local (en €)</b>	<b>25 122 €</b>	<b>soit 50% du total</b>

Schéma inspiré du rapport final « Mission de mesure de l'impact local comparé du programme Uniterres » 2014.

### Niveau 1

Dans le programme Uniterres, le niveau 1 est l'enveloppe de financement apportée par les collectivités locales pour l'achat des fruits et légumes et du fonctionnement du programme Uniterres.

### Niveau 2

L'argent du niveau 1 a été investi dans trois postes de dépenses : le personnel, la logistique et l'achat des fruits & légumes.

Considérés comme local :

- **Salaires** : Les salariés habitent dans l'une des trois régions du programme UNITERRES, ce qui rend cette dépense locale.
- **Achat des fruits & légumes** : Comme chaque région s'approvisionne auprès d'agriculteurs UNITERRES locaux, l'intégralité de ces enveloppes est dépensée localement.

Considérés comme non local :

- **Les charges salariales et patronales** : étant reversées à des organismes sociaux nationaux, n'ont pas été considérées comme locales.
- **Les frais de logistique** : Il s'agit principalement des frais de transport pour l'approvisionnement des denrées. Uniterres emploie un fournisseur de véhicule dont le siège social est à Paris, ce qui le rend « non local ».

### Niveau 3

**Les seules dépenses à prendre en compte au niveau 3 sont celles issues des dépenses jugées locales au niveau 2. Ainsi seules les dépenses des salariés Uniterres « locaux » et celles des agriculteurs sont analysées au niveau 3.**

(IM)PROVE a adressé un questionnaire aux salariés et agriculteurs d'Uniterres afin qu'ils renseignent leurs postes de dépenses et leurs fournisseurs. Par souci de confidentialité de ces personnes, le montant des dépenses ne leur a pas été demandé. Pour ce faire, (IM)PROVE s'est appuyé sur les données de l'INSEE sur le montant moyen des dépenses régionales des ménages par rubrique.

Le questionnaire a été transmis aux agriculteurs et salariés par mail ou rempli par téléphone par un membre de l'équipe de (IM)PROVE.

Les montants ont été traduits en pourcentages et seules les rubriques représentant à minima 0,7% des dépenses ont été analysées.

# DÉMARCHE D'ÉVALUATION

## ► Extrait du questionnaire des salariés

Rubrique	Montant	%	Fournisseur 1				
			Nom du fournisseur	Dans la région ?	Local ?	Part des dépenses	% local
Remboursements de prêts du logement	2165	6,5%					
Gros travaux dans le logement	1706	5,1%					
Aides et cadeaux en argent offerts par le ménage	1327	4%					
Impôts sur le revenu	1235	3,7%	Etat			100%	0%
Autres remboursements de prêts	1070	3,2%					
Impôt et taxes du logement	694	2,1%	Commune			100%	100%
Prélèvement par l'employeur	438	1,5%	Employeur			100%	100%

**Le résultat :**  
En moyenne, les salariés d'Uniterres épargnent 4% de leur salaire et en dépensent 32,8% localement.

## ► Extrait du questionnaire des agriculteurs

	Montant en €	Nom du fournisseur	Localisation	Local ? (oui/non)
<b>Charges opérationnelles</b>				
<i>Engrais &amp; amendements</i>	<b>Total</b>			
	<i>Fournisseur 1</i>			
	<i>Fournisseur 2</i>			
	<i>Fournisseur 3</i>			

**Le résultat :**  
Seulement 6 agriculteurs sur une cinquantaine ont répondu au questionnaire. Leurs dépenses locales varient entre 24 et 68%. Du fait du faible nombre de réponses, une moyenne pondérée globale est préférée pour interpréter les résultats à une moyenne par région. Au total donc : 57% des dépenses totales des exploitants sont locales.

### Des difficultés rencontrées :

La récolte des données des dépenses des agriculteurs a connu des difficultés pour deux raisons principales :

- Durant la période pendant laquelle ont été collectées les données, les agriculteurs étaient en surcharge de travail, accentuant les délais et retards.
- Le format utilisé pour les questionnaires, à savoir un document Excel, a pu également poser problème pour des agriculteurs n'étant pas en possession du logiciel. D'autres formats, notamment sous Open Office, ont dû être utilisés, ainsi que la possibilité d'imprimer le questionnaire puis de renvoyer par courrier la version complétée, ou par email une version scannée.

## ► Synthèse des résultats UNITERRES : calcul du score LM3 de la région Aquitaine

Pour obtenir les scores finaux LM3, on effectue le calcul suivant :

$$LM3 = \frac{\text{Budget Uniterres} + \text{Part de local niveau 2} * \text{Budget Uniterres} + \text{Part de local niveau 3} * \text{Budget niveau 2}}{\text{Budget Uniterres}}$$

$$LM3 = \frac{124\ 444 + 0,4 * 124\ 444 + 0,5 * 49\ 656}{124\ 444}$$

$$LM3 = 1,60$$

# DÉMARCHE D'ÉVALUATION

## ÉTAPE 4 : Collecte et analyse des données d'ANDES

Pour mettre en perspective les résultats, l'utilisation d'un contrefactuel est indispensable. (IM)PROVE a appliqué le même processus que pour la collecte des données d'UNITERRES, pour la collecte des données d'ANDES sur 3 niveaux d'analyse. Des précautions ont été prises pour vérifier que les changements provoqués sont exclusivement liés à l'adhésion au programme UNITERRES et non à d'autres événements annexes.

### ► Exemple : Données du programme ANDES en région Aquitaine

Niveau 1		Niveau 2			Niveau 3		
Poste de dépenses		Poste de dépenses	Montant total en €	Part de local	Poste de dépenses	Montant total en €	Part de local
Budget d'approvisionnement ANDES		<b>Logistique</b>	<b>2 449 €</b>	<b>0 %</b>			
		Réparation de véhicule/entretien		0 %			
		Carburant		0 %			
		Assurance		0 %			
		<b>Personnel</b>	<b>9 934 €</b>	<b>49 %</b>			
		Salaires coordination programme et salaires liés à l'approvisionnement		100%	<b>Dépenses des salariés d'Uniterres</b>	<b>4 897 €</b>	<b>33 %</b>
		Charges sociales et cotisations patronales		0 %			
		<b>Achat de denrées alimentaires</b>	<b>21 392 €</b>	<b>4 %</b>	<b>Dépenses des agriculteurs d'Uniterres</b>	<b>900 €</b>	<b>51 %</b>
		Agriculteurs en circuit court		100%	Salaires		
		Coopérative		0 %	Achats		
		Grande distribution		0 %	Charges		
<b>TOTAL</b>	<b>33 775 €</b>	<b>Total des dépenses dont part de local (en €)</b>	<b>33 775 €</b>	<b>5 808 € soit 17 % du total</b>	<b>Total des dépenses dont part de local (en €)</b>	<b>5 797 €</b>	<b>2 075 € soit 36 % du total</b>

Schéma inspiré du rapport final « Mission de mesure de l'impact local comparé du programme Uniterres » 2014.

### Niveau 1

Le budget initial du programme d'approvisionnement des épiceries d'ANDES concerne les dépenses de 2011

### Niveau 2

Considérés comme local :

- Salaires
- Approvisionnement fruits & légumes en circuit court

Considérés comme non local :

- Les charges sociales et cotisations patronales
- Approvisionnement auprès des enseignes de grande distribution
- Les frais de logistique : Il s'agit exclusivement de groupes nationaux dont les sièges sociaux sont situés en dehors des régions du programme

### Niveau 3

- Dépenses des agriculteurs en circuit court
- Dépenses des salariés des épiceries d'ANDES

(IM)PROVE s'est basée sur les résultats de l'enquête auprès des agriculteurs et des salariés UNITERRES pour estimer la part du salaire réinvesti localement du programme d'ANDES.

- Dépenses des enseignes fournisseuses des épiceries

Les estimations ont été faites grâce à une étude approfondie du secteur de la grande distribution. Les résultats démontrent que les épiceries n'achètent pas spécifiquement localement. Dans l'hypothèse la plus favorable, au maximum 17 à 33% des dépenses des épiceries rattachées aux grandes enseignes de la grande distribution sont locales.

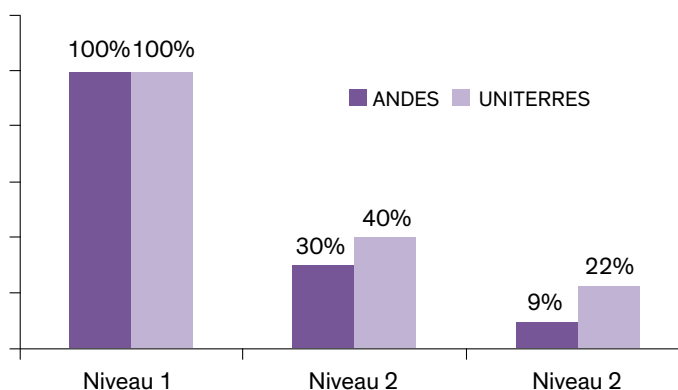


## DÉMARCHE D'ÉVALUATION

### ÉTAPE 5 : Analyse comparée des données et conclusions

En dernier lieu, on compare les scores LM3 des deux programmes pour en faire ressortir le gain économique obtenu.

Le tableau ci-dessous, présente les scores LM3 finaux pour les programmes d'approvisionnement ANDES et UNITERRES dans les deux régions.



	Aquitaine	Poitou Charentes	Total
ANDES	1,23	1,45	1,38
UNITERRES	1,60	1,74	1,68

### Résultat

En conclusion, l'investissement de 100 000€ dans le programme UNITERRES génèrerait 168 000€ de valeur pour la région contre 138 000€ dans le cas du programme ANDES soit un gain économique pour la région de 32 000€. Le retour sur investissement se traduirait par un total de 1,68€ réinvesti dans la région pour 1€ investi initialement.

A l'issue de ces résultats, (IM)PROVE a exprimé des recommandations pour renforcer la part des dépenses locales.

- Changer de loueur de véhicule au profit d'un loueur indépendant et local.
- Inciter les agriculteurs à faire leurs achats auprès de fournisseurs locaux, si cela est possible, et notamment en ce qui concerne leurs charges opérationnelles (et tout particulièrement Engrais et amendements, produits de défense des végétaux, carburant et lubrifiants, matériaux divers, autres fournitures consommables)

## IMPACTS & APPRENTISSAGES

### APPROPRIATION DE LA METHODE

Cette démarche d'évaluation d'impact social a été motivée par le besoin en financement du programme. Le choix de la méthode LM3 s'est fait dans l'optique de démontrer le gain économique pour la région aux collectivités qui le financent.

Cette méthode, proposée par UNITERRES, était au départ méconnue de (IM)PROVE. Ce dernier s'est appuyé sur un guide explicatif de la méthode LM3, disponible en open-source, mais en pratique peu opérationnel en raison de la diversité des cas pour lesquels la méthode peut être utilisée.

Ce manque d'informations sur le processus a contraint (IM)PROVE à mener en amont un important travail de réflexion sur la méthode choisie pour déterminer si une dépense est locale ou non, les résultats LM3 étant très sensibles à cette hypothèse de départ. La réflexion s'est également portée sur la façon dont les données allaient être collectées auprès des agriculteurs et salariés afin de faciliter la récolte des réponses sans altérer leur fiabilité.

### AVANTAGES DE LA METHODE

La méthode LM3 est un bon outil de valorisation de l'impact économique local d'un programme. L'utilisation d'un contrefactuel et son analyse à chaque niveau de la part du local réinvesti au niveau suivant, permet d'identifier facilement où il y a une extraction de la richesse locale, et où il est possible de faire des améliorations.

### LIMITES DE LA METHODE

Très sensible aux hypothèses de départ et sujette à plusieurs interprétations, cette méthode reste conceptuelle.

Par exemple, le choix de la méthode du siège social pour définir la localité des dépenses n'appréhende pas le cas où le produit serait originaire d'un point de vente local franchisé.

De plus, elle a comme limite de ne considérer que les impacts économiques du programme, et donc ne peut être utilisée pour évaluer dans sa globalité son utilité sociale.

*« Il faut enrichir ce type d'étude par une démarche d'évaluation qui porte sur les impacts sociaux générés sur les bénéficiaires, c'est là où les effets sont les plus probants. »*

**Mélanie Ponson, Planète d'entrepreneurs**

### QUALITE ET FIABILITE DES RESULTATS

*« La méthode et le moment choisi n'était pas adaptés aux agriculteurs, la récolte des données des agriculteurs tombait au moment précis où ils étaient surchargés, c'est ce qui a en partie causé l'échec du nombre de réponses. »* explique Véronique Blanchot, responsable du programme UNTERRES.

La collecte des données par le biais de questionnaires a été particulièrement laborieuse. En raison des difficultés rencontrées, seulement 6 agriculteurs sur une cinquantaine ont répondu au questionnaire. Ce peu de réponses des agriculteurs, rend l'interprétation des résultats délicate.

## IMPACTS & APPRENTISSAGES

### LES RESULTATS : UNE BASE DE TRAVAIL POUR LA SUITE

Les résultats ont vocation à être consolidés et complétés avec d'autres recherches de l'INRA sur l'impact du programme. De fait, cette étude a permis de donner une première base de travail et de réflexion pour la suite des études sur l'impact économique d'UNITERRES.

La plus-value d'UNITERRES réside principalement dans les changements provoqués sur la situation des agriculteurs. C'est pourquoi une étude quantitative comme l'étude LM3 doit être complétée par une étude qualitative qui appréhende d'autres aspects que l'impact économique.

### POUR ALLER PLUS LOIN

Rapport final « Mission de mesure de l'impact local comparé du programme UNITERRES » paru en 2014, sous la direction de Annabelle Coulombier, Léa Niel & Mélanie Ponson sur la base des résultats obtenus par (IM)PROVE.

Entretiens auprès d'UNITERRES et de (IM)PROVE

**Directrice de la publication :** Cécile Leclair // **Rédaction :** Aylce MORLET // **Secrétariat de rédaction :** Nadège Rodrigues  
**Maquettage :** Chloé Fronty // **Credits photos :** www.andes-france.com

© Avise - Publication Novembre 2017 - Tous droits réservés

**Avise** 18 avenue Parmentier 75011 Paris  
Tél. 01 53 25 02 25 - contact@avise.org - www.avise.org

Dans un monde où la performance des acteurs économiques se mesure essentiellement à leur rendement financier, systématiser l'évaluation d'impact social contribuera à affirmer l'identité d'un autre modèle d'économie favorisant durablement et positivement la transformation de la société ainsi qu'à améliorer la performance sociale des structures d'utilité sociale.

Pour ce faire l'Avise développe et anime un centre de ressource national sur l'évaluation d'impact social qui se donne pour missions :

- d'informer sur la connaissance et les avancées liées à l'évaluation d'impact social
- d'outiller la montée en compétence des structures d'utilité sociale et de leur écosystème
- d'expérimenter de nouvelles pratiques évaluatives
- d'animer les acteurs dans leur diversité afin de créer des convergences.

L'Avise anime également le réseau Social Value France, premier réseau en France dédié au sujet de l'évaluation d'impact social regroupant praticiens de l'évaluation, structures de l'ESS financeurs publics et privés.



*L'Avise a pour mission de développer l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale en accompagnant les porteurs de projet et en contribuant à structurer un écosystème favorable à leur développement. Créée en 2002, l'Avise est une agence collective d'ingénierie qui travaille avec des institutions publiques et des organisations privées soucieuses de contribuer à l'intérêt général.*

[www.avise.org](http://www.avise.org)



Cette action est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020.